

<https://levenissian.fr/Contre-l-apartheid-territorial-Defendre-les-droits-pour-tous>



Contre l'apartheid territorial ?

Défendre les droits pour tous !

- Idées -

Date de mise en ligne : mardi 1er novembre 2016

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le sommaire du journal

Citation

« Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots. » Martin Luther King

Articles

- Faire face ensemble au terrorisme, invitation
- Face au terrorisme et à la guerre, Unissons-nous !
- Contre l'apartheid territorial ? Défendre les droits pour tous !
- Laïcité : les femmes au coeur de la tourmente ! Brèves
- Les salafistes carburent aux pétrodollars saoudiens !
- Benghazi : Sarkozy a menti et Hollande a suivi !
- Dans un journal algérien
- 2 poids, 2 mesures..
- des « frères » alliés du colonialisme occidental !
- La mixité sociale pour de vrai
- Lénine et la religion

Contre l'apartheid territorial ? Défendre les droits pour tous !

Après le drame de Charlie Hebdo, le premier ministre Manuel Valls avait jugé qu'il existe en France un "apartheid territorial, social, ethnique".

Mais, depuis, qu'a entrepris son gouvernement pour le combattre ? Rien. La politique menée a continué à creuser le chômage, la précarité, les inégalités. Et ce n'est pas la nouvelle loi "Égalité et citoyenneté" qui va changer cela. Sous couvert de favoriser la "mixité sociale et l'égalité d'accès au logement", elle n'aura pour effet que de répartir la misère.

La politique de rénovation urbaine ne peut pas combattre "l'apartheid territorial".

La solution n'est pas dans la chasse aux pauvres ou aux immigrés ! Avec Sarkozy puis avec Hollande et Valls, la France n'a jamais autant expulsé !

La solution n'est pas non plus dans la répartition de la pénurie avec des "plans réfugiés" adoptés dans l'urgence politique, comme si les nouveaux demandeurs devenaient prioritaires sur les précédents.

Il existe pourtant dans notre constitution un droit simple : le droit au logement, le droit au travail ! Pas pour telle ou telle catégorie, mais pour tous.

Des droits qui se conjuguent à des devoirs. C'est cette combinaison qui empêche la violence de chacun pour soi, qui permet d'organiser la société pour « vivre ensemble » comme on dit.

L'école publique et laïque, pour tous les enfants !

Si les intégristes tentent de faire entrer la religion à l'école en dénonçant la laïcité, c'est que l'école permet aux enfants de découvrir les autres, de s'ouvrir au monde, d'apprendre la vie en société, dans la diversité des histoires et des cultures. Cette question traverse tout le système éducatif.

Comment favoriser la mixité dans les activités scolaires, tout en respectant le cheminement de chaque enfant ?

Comment lutter contre les préjugés, voire le racisme entre enfants ? La cour d'école est parfois un lieu où les plus forts imposent leur règle !

Comment faire du repas à l'école un moment de découverte de ce qu'on ne mange pas forcément chez soi ?

C'est le fond du débat (mal) engagé par ceux qui cachent derrière la revendication du repas sans viande un laisser-faire qui ne profite qu'aux intégristes de tous bords sans parler de l'instrumentalisation politicienne et communautariste de cette question.

Le droit pour tous plutôt que l'aide individuelle !

[https://levenissian.fr/sites/levenissian.fr/local/cache-vignettes/L400xH296/vx_10_2016_1-2badf.jpg] **Revenons-en au logement. Le gouvernement se plaint que l'APL coûte trop cher : 17 milliards. De fait, avec les bas salaires, de plus en plus de Français ont droit à cette aide. Mais ils en ont besoin car, même en HLM, les loyers augmentent plus vite que les salaires !** Qu'est-ce qui pourrait faire baisser les loyers ? Le subventionnement de la construction de logement social par l'aide à la pierre, au moins au même niveau que les mesures d'aide à la promotion privée de la loi Pinel, car l'état aide plus les promoteurs privés que les bailleurs sociaux !

Mais aujourd'hui, contrairement aux engagements de F. Hollande, les crédits de l'État pour l'aide à la pierre disparaissent, et le financement des logements sociaux repose désormais principalement sur les bailleurs sociaux, donc sur les locataires !

Si l'État reversait une aide à la pierre significative aux bailleurs pour les aider dans leurs projets de construction et rénovation, on pourrait réduire fortement tous les loyers et donc réduire le besoin d'APL pour les locataires !

Mixité sociale ? le cache-sexe médiatique des ségrégations sociales

La mixité sociale, c'est le mot à la mode. C'est Gérard Collomb qui le dit : « il faut de la mixité sociale pour éviter les ghettos mono-ethniques ».

Mais il suffit de connaître les quartiers qui concentrent le plus de pauvres - par exemple, la Darnaise à Vénissieux -

pour savoir qu'il s'y côtoie au contraire beaucoup de personnes d'origines et de pays différents.

A l'inverse, c'est dans les quartiers aisés de l'Ouest Lyonnais qu'il y a peu de « diversité »! Autrement dit, les ghettos ne sont pas ethniques mais sociaux !

Discourir sur la "mixité sociale", c'est vouloir faire croire qu'on fait reculer les inégalités, alors qu'on se contente de tenter de les répartir autrement.

Ce qui rend si difficile la vie de milliers d'habitants dans les quartiers populaires, ce n'est pas qu'il n'y a pas assez de « riches » parmi eux, c'est que le recul de l'État a laissé s'installer une économie parallèle qui prospère sur la paupérisation et la précarité. Elle fabrique des « riches » mafieux!

L'urgence, c'est de défendre les droits de tous, les services publics !